



# LETTRE D'ACTUALITÉS

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 56 – Semaines du 5 au 30 juin 2023

## SOMMAIRE

**FOCUS | Les banques brésiliennes s'accordent pour lutter contre la déforestation illégale dans la chaîne bovine**

### Environnement & Climat

- ❖ Les phénomènes El Niño et La Niña augmentent la vulnérabilité du Brésil aux aléas climatiques.

### Énergie

- ❖ Le Club Transition énergétique Brésil est lancé !
- ❖ La transition énergétique à l'honneur d'une rencontre franco-brésilienne de haut niveau.
- ❖ Le Syndicat français des Energies renouvelables et l'ABSOLAR renouvellent leur accord de coopération.

### Infrastructures & Transports

- ❖ Un nouveau modèle de concession pour cinq lots autoroutiers fédéraux.
- ❖ Selon la BNDES, le Brésil devrait investir 670 Mds EUR dans les infrastructures sur 10 ans.

### Et Aussi

- ❖ Les investissements publics pour les mobilités urbaines ont diminué de moitié depuis dix ans.
- ❖ Le Brésil défend une coopération régionale énergétique et climatique en Amérique latine.

### Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ En 2022, la déforestation des biomes brésiliens a augmenté de 22,3%.
- ❖ Le Plan d'action pour la prévention et le contrôle de la déforestation en Amazonie légale (PPCDam) est mis à jour.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –



## FOCUS

### Les banques brésiliennes s'accordent pour lutter contre la déforestation illégale dans la chaîne bovine

Dans le cadre d'un protocole commun d'autorégulation, rendu public le 30 mai, et devant être signé par les institutions financières membres d'ici le 31 décembre 2023, **la Fédération brésilienne des banques (FENABRAN, 121 adhérents) s'engage en faveur de la lutte contre la déforestation illégale dans la chaîne bovine.** Pour rappel, **l'élevage de bétail représente la principale activité associée à la déforestation -à 95% illégale,** d'après le réseau collaboratif MapBiomass-. Globalement, 45% des émissions de gaz à effet de serre (GES) du Brésil sont liés à la déforestation.

Le protocole indique que **les banques brésiliennes ne pourront accorder des crédits qu'aux abattoirs et usines de conditionnement de viande prouvant qu'ils n'achètent pas de bovins provenant de zones illégalement déboisées ou déforestées en Amazonie légale -étendue sur 9 Etats- et dans l'Etat du Maranhão.** Ainsi, les banques exigeront de leurs clients qu'ils mettent en place un « **système de traçabilité et de contrôle** » d'ici décembre 2025, incluant fournisseurs directs et indirects -pour les propriétés de plus de 100 hectares-. Ce système devrait inclure des informations telles que :

- **les embargos sur la déforestation illégale** décidés par l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (Ibama) et/ou les organes étatiques compétents ;
- **les chevauchements avec les zones de déforestation identifiées** par le système satellitaire PRODES de l'Institut National de la Recherche Spatiale (INPE) -postérieurs au 1<sup>er</sup>

août 2008 pour les fournisseurs directs, et au 1<sup>er</sup> août 2019 pour les fournisseurs indirects- ;

- **les autorisations de suppression de la végétation** en cas de déforestation identifiée ;
- **les superpositions avec des unités de conservation et/ou des réserves autochtones** homologuées avant l'acquisition des bovins ;
- **le Registre environnemental rural (CAR)** des propriétés dont proviennent les bovins ;
- la vérification de l'inscription au registre des **employeurs ayant soumis des travailleurs à des conditions analogues à l'esclavage** ;
- **la tenue d'un registre des informations relatives à l'acquisition des bovins** ;
- et « des caractéristiques suffisantes pour **garantir l'intégrité des données** et leur vérification par une entité indépendante ».

**A date, le protocole a d'ores et déjà été signé par 21 banques:** ABC Brasil ; Bradesco ; BTG Pactual ; Citibank ; Cooperativo Sicredi ; Daycoval ; Banco do Brasil ; Banco do Estado do Pará ; Banco do Estado do Rio Grande do Sul ; Banco do Nordeste do Brasil ; Fibra ; Banco Mercantil do Brasil ; Original ; PAN ; Safra ; Santander ; Toyota ; Votorantim ; Caixa Econômica ; China Construction Bank ; Banco Múltiplo ; Itaú Unibanco. **En cas de non-respect du protocole, les banques pourront subir des sanctions** telles que la mise en place d'un plan d'ajustement de conduite, le paiement d'une amende ou l'exclusion de leur participation au système d'autorégulation bancaire. (Articles [ici](#) et [ici](#))

## Environnement & Climat

### Les phénomènes El Niño et La Niña augmentent la vulnérabilité du Brésil aux aléas climatiques

D'origine naturelle mais intensifié par les effets du changement climatique, **El Niño est un phénomène climatique cyclique -ayant lieu tous les deux à sept ans- entraînant une hausse de la température à la surface de la mer et, par conséquent, de l'atmosphère.**

Selon l'Institut National de Recherche Spatiale brésilien (INPE), **l'intensification du phénomène climatique El Niño devrait se traduire au Brésil dès 2024 par une augmentation de la fréquence et de l'intensité des aléas climatiques**, en particulier dans les zones déjà vulnérables. Par exemple, la zone Est de l'Amazonie et la région Nord-Est du pays devraient connaître une diminution de leurs précipitations, alimentant le **risque d'incendies lors des périodes de sécheresse. Les effets d'El Niño se conjuguent à ceux de La Niña**, phénomène climatique à l'origine d'un refroidissement du Pacifique équatorial : **au Brésil, cela pourrait se traduire par une plus forte exposition du Sud du pays, plus humide et sujet aux pluies intenses, aux tempêtes.** (Articles [ici](#) et [ici](#))

### Impactos do El Niño nas regiões do Brasil

Os efeitos do fenômeno, que vai elevar as temperaturas, começam a ser sentidos neste inverno. Mas a maior parte dos impactos será vista em 2024, como durante a estação chuvosa do Norte e Nordeste.



## Énergie

### Le Club Transition énergétique Brésil est lancé !

Le 5 juin s'est tenue une cérémonie de signature de la Charte du Club Transition énergétique Brésil (TEBRA), en présence du Ministre délégué en charge du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger, M. Olivier Becht. Inauguré sous l'égide de la diplomatie économique française, du Comité stratégique de filière (CSF) des Nouveaux systèmes énergétiques et du Syndicat des

énergies renouvelables (SER), le Club constituera le **cinquième club export français sur la thématique de la transition énergétique actif dans le monde** - après les Clubs Afrique de l'Est et Océan Indien (inauguré en 2016), Moyen-Orient (2017), Indonésie (2017) et Afrique de l'Ouest (2020)-.

Représentant à la fois une « vitrine » de l'offre française, une interface avec les partenaires brésiliens, un réseau et un point de contact pour les entreprises françaises, **il rappelle la centralité de la transition énergétique dans la coopération**

**franco-brésilienne.** Sur le plan pratique, le Club sera co-animé par le Service économique régional de Brasilia à travers son antenne à Rio de Janeiro, et deux des entreprises membres. **Parmi les membres fondateurs du Club figurent les grands noms français de l'industrie de l'énergie :** Air Liquide, EDF et EDF Renouvelables, Engie, Eramet, Greenyellow, Helexia, Nexans, Qair, Schneider Electric, Tereos, Total Energies, Total Eren, Voltalia, Vinci Energies. (Article [ici](#))



### La transition énergétique à l'honneur d'une rencontre franco-brésilienne de haut niveau

Le 5 juin, le **Ministre délégué en charge du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger, M. Olivier Becht**, accompagné de plusieurs entreprises françaises, a rencontré le **Ministre brésilien des Mines et de l'Energie, M. Alexandre Silveira**, accompagné des principaux Secrétaires de son administration. Parmi les sujets évoqués, ont figuré la **sécurité et l'efficacité énergétique, l'hydrogène bas carbone, l'éolien offshore ou encore le nucléaire.**

Si les entreprises françaises ont confirmé l'importance du marché brésilien et rappelé leurs priorités et actions sur ce dernier, en particulier en matière de décarbonation, le **Ministre brésilien des Mines et de l'Energie a souligné les importants projets à venir sur la période 2023-2024 :**

**(i) d'hydrogène bas carbone ; (ii) de gestion de l'offre de gaz domestique ; et (iii) d'intégration des**

**différentes politiques de décarbonation, existantes ou à l'étude, en une politique unique.** Il a également insisté sur le fait que la transition énergétique doit avoir un impact social significatif, et notamment rappelé l'importance de décarboner l'Amazonie. De son côté, le **Secrétaire brésilien à la Transition énergétique et à la Planification a rappelé les principaux programmes en cours de mise en œuvre ou en phase de lancement :** (i) le programme d'investissements dans le transport électrique ; (ii) le Plan d'action national pour l'hydrogène vert ; (iii) l'établissement d'un Fonds d'investissement Climat ; (iv) le programme de décarbonation de l'Amazonie ; (v) le programme de développement des carburants du futur ; (vi) le renouvellement du programme Procel (efficacité énergétique). (Articles [ici](#) et [ici](#))

### Le Syndicat français des Energies renouvelables et l'ABSOLAR renouvellent leur accord de coopération

A l'occasion de l'évènement Intersolar Europe ayant réuni, à Munich, des entreprises internationales de production de l'énergie et des énergies renouvelables, le 14 juin, le **Syndicat français des Energies Renouvelables (SER) et l'Association Brésilienne d'Energie Solaire Photovoltaïque (ABSOLAR) ont signé un accord de coopération**, remettant d'actualité leur collaboration.

Cet accord prévoit la **promotion du développement, de la croissance et de l'utilisation des technologies solaires photovoltaïques**, en développant des partenariats entre les adhérents respectifs sur les marchés brésiliens, français et tiers, et **en partageant les bonnes pratiques réglementaires, environnementales, sur la formation, l'emploi, les dispositifs de financements, etc. dans l'industrie du solaire photovoltaïque.** Plusieurs actions prioritaires sont prévues : **échange de données** et d'analyses comparatives ; **promotion d'événements** organisés par ou en partenariat avec l'ABSOLAR et/ou le SER ; **plaidoyer en faveur de l'énergie solaire photovoltaïque** adéquate ; formation de **partenariats entre entreprises brésiliennes et**

françaises ; établissement de normes minimales de qualité adéquates pour les technologies solaires

photovoltaïques ; création d'emplois et renforcement des capacités. (Article [ici](#))



## Infrastructures & Transport

### Un nouveau modèle de concession pour cinq lots autoroutiers fédéraux

En 2023, le Ministère des Transports prépare la mise aux enchères de cinq lots d'autoroutes fédérales, représentant des investissements totaux de 66 Mds BRL (12,6 Mds EUR). Le premier appel d'offres, concernant 473 km d'autoroutes dans l'Etat du Paraná, aura lieu le 25 août et prévoira 7,9 Mds BRL (1,5 Md EUR) d'investissements prévisionnels (CAPEX) et 5,2 Mds BRL (1 Md EUR) en OPEX. Le second lot, 605 km d'autoroutes également dans l'Etat du Paraná, devrait représenter 10,7 Mds BRL (2 Mds EUR) d'investissements consacrés au prolongement et à la modernisation des voies. Est également prévue, pour le dernier trimestre 2023, la mise aux enchères du projet d'extension du corridor Rio de Janeiro-Belo Horizonte (421 km supplémentaires sur la route BR-040), pour un CAPEX de 6,7 Mds BRL (1,29 Mds EUR) et OPEX de 9,2 Mds BRL (1,77 Mds EUR). La mise aux enchères du tronçon BR-381 reliant Belo Horizonte à Governador Valadares (Etat du Minas Gerais), prévoyant des travaux de modernisation et d'extension sur 304 km, devrait également être réalisée au dernier trimestre 2023. Finalement, le Ministère des Transports prévoit en 2023 la publication de l'avis de mise en concession des travaux d'extension -de 594 km- de la Rota dos Cristais, tronçon de la route BR-040 dans l'Etat du Minas Gerais. Celle-ci devrait prévoir des investissements CAPEX de 4,7 Mds BRL (900 M EUR) et OPEX de 6,3 Mds BRL (1,21 Mds EUR). Ces mises en concessions fédérales seront réalisées selon un nouveau modèle de concessions routières, présenté par le Ministère des Transports le 15 juin. L'objectif est d'attirer de nouveaux investissements privés, afin d'encourager

la concurrence et de proposer des tarifs réduits aux usagers. Les nouvelles concessions, prévues pour 30 ans, privilégieront donc les tarifs de péage les plus bas (et non l'enchère la plus élevée en *outorga*, ou canon d'entrée, pour décrocher le contrat de concession). Sera également prévue la mise en place, a minima pendant les 5 premières années du contrat, d'un système de télépéage « *free flow* » (sans arrêt ni barrière). Celui-ci permettra un paiement automatique des usagers, par système de télédétection et d'identification des plaques d'immatriculation ; et de potentielles réductions tarifaires pour les usagers fréquents. Le système de *free flow* favorise par ailleurs la fluidité du trafic et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, en évitant les réaccélérations à la sortie des barrières de péages (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

### Pacote de BRs

Governo federal planeja leilões rodoviários para 2023



## Selon la BNDES, le Brésil devrait investir 670 Mds EUR dans les infrastructures sur 10 ans

A l'occasion du séminaire « Financement pour le grand bond en avant du développement durable » organisé par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) de l'ONU, la directrice Transition écologique de la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES), Mme Luciana Costa, a déclaré que **les besoins d'investissement au Brésil dans les infrastructures sur les 10 prochaines années s'élèveraient à entre 3 000 et 3 500 Mds BRL (entre 570 et 670 Mds EUR)**. A titre de comparaison, **les investissements auraient été de l'ordre de 1 000**

**Mds BRL (191 Mds EUR) sur les 20 dernières années.**

**Dans le secteur de l'énergie, les investissements sont appelés à atteindre 1 000 Mds BRL (191 Mds EUR) pour le développement d'usines d'hydrogène vert et 520 Mds BRL (99,4 Mds EUR) pour l'augmentation des capacités de production -prioritairement pour les énergies renouvelables- du pays.** L'augmentation des capacités serait nécessaire à la transition de secteurs tels que le transport de longue distance, la navigation ou encore la sidérurgie. Par ailleurs, **les investissements devraient s'élever à 236 Mds BRL (45 Mds EUR) en matière de mobilité électrique et 400 Mds BRL (77 Mds EUR) dans l'eau et l'assainissement.** Afin de contribuer à ces objectifs, **la BNDES débloquera, dès 2023, 47 Mds BRL (9 Mds EUR).** (Article [ici](#))

## &+ Et Aussi

### Les investissements publics pour les mobilités urbaines ont diminué de moitié depuis dix ans

D'après une étude publiée en mai par la Confédération Nationale de l'Industrie (CNI) et réalisée par l'entreprise de conseil Inter B. Consultoria, **les investissements publics en faveur des mobilités urbaines auraient diminué de plus de 50% en 10 ans, passant de 8,6 Mds (1,6 Mds EUR) en 2013 à 4,1 Mds BRL (780 M EUR) en 2023.** Selon l'étude, **l'explication principale tiendrait à la baisse du volume d'usagers des transports collectifs depuis 10 ans, d'autant plus forte dans le contexte de la pandémie.** Cette baisse de fréquentation aurait contribué à l'augmentation des coûts d'exploitation pour les gestionnaires -et donc in fine du tarif pour les usagers- des transports collectifs. En parallèle, le gouvernement fédéral a développé depuis une dizaine d'années d'importantes incitations fiscales au bénéfice des secteurs des carburants et de l'automobile. Par exemple, **le pays aurait investi en 2022 pour les mobilités urbaines environ 10% du montant des subventions fiscales accordées**

**pour l'utilisation de véhicule individuel.** Face à ces enjeux, l'étude souligne que **près de 295 Mds BRL (55 Mds EUR) d'investissements seraient nécessaires, d'ici 2042, pour moderniser et étendre les transports urbains au sein des 15 principales régions métropolitaines du Brésil.** (Article [ici](#))

### Le Brésil défend une coopération régionale énergétique et climatique en Amérique latine

**Le 30 mai dernier, le président Lula a reçu l'ensemble des chefs d'Etat des pays d'Amérique latine -à l'exception du Pérou- ainsi que le Président de la République de Cuba afin de rappeler ses priorités en matière de coopération régionale et sa vision du rôle des organisations de la zone :** le Marché commun du Sud (MERCOSUL), l'Union des nations sud-américaines (UNASUL) et la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC). Il a ainsi plaidé en faveur **d'actions coordonnées de lutte contre les effets du changement climatique et de discussions pour la constitution d'un marché sud-américain de**

**l'énergie** « qui garantisse l'approvisionnement, l'efficacité dans l'usage des ressources, la stabilité juridique, des prix justes et la soutenabilité sociale et environnementale ». Il a également défendu **l'idée de mettre à jour le portefeuille de projets du Conseil**

**sud-américain pour les infrastructures et la planification (dépendant de l'UNASUL)**, en donnant la priorité aux projets ayant un fort impact pour l'intégration physique et digitale des régions, en particulier frontalières. (Articles [ici](#) et [ici](#))



## Amazonie & Biomes brésiliens

### En 2022, la déforestation des biomes brésiliens a augmenté de 22,3%

Publié en mai dernier, le rapport annuel de la déforestation (RAD) 2022 du réseau collaboratif MapBiomas fait état d'une **augmentation de la déforestation au sein des 6 biomes terrestres du Brésil de 22,3% par rapport à 2021, avec une superficie totale déboisée de 20 570 km<sup>2</sup>**. Le RAD indique que **les activités agricoles et d'élevage sont responsables de 95,7% de la déforestation dans les biomes**. De plus, **les zones déboisées présentent un indice d'illégalité dans 99% des cas**, ne disposant pas des autorisations suffisantes ou se trouvant dans des zones protégées.

En 2022, l'ensemble des biomes -mis à part la Mata Atlântica- ont vu leur surface déboisée augmenter. **L'Amazonie et le Cerrado ont concentré 90% de la déforestation** (représentant respectivement 58% et 32% de la surface totale déboisée). **Pour la quatrième année consécutive, c'est l'Etat du Pará (Nord du Brésil, biome de l'Amazonie) qui a enregistré la plus grande superficie déboisée en 2022**, avec une perte de 456 702 hectares, soit 22,2% de la superficie déboisée totale du pays. (Article [ici](#))

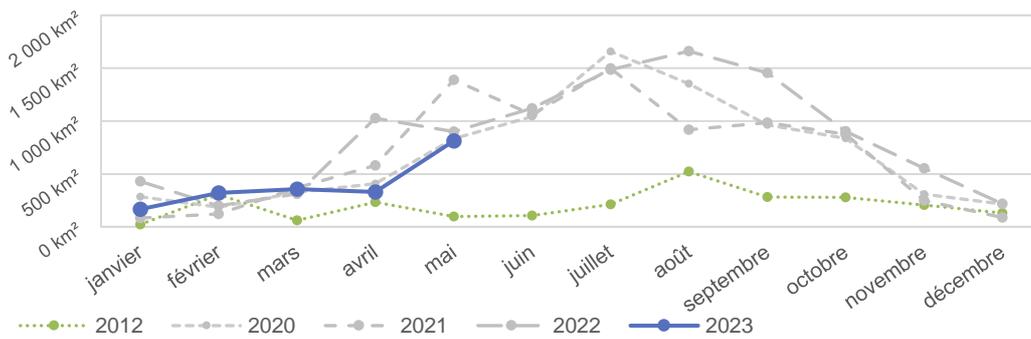
### Le Plan d'action pour la prévention et le contrôle de la déforestation en Amazonie légale (PPCDam) est mis à jour

Le 5 juin, à l'occasion de la Journée de l'Environnement, **le président Lula et la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Mme Marina Silva, ont présenté la mise à jour du Plan d'action pour la prévention et le contrôle de la déforestation en Amazonie légale (PPCDam)**.

L'Amazonie légale est une région administrative brésilienne du bassin amazonien. Elle couvre trois biomes (l'ensemble de l'Amazonie, 37% du Cerrado et 40% du Pantanal) et s'étend sur neuf Etats : l'Acre, l'Amapá, l'Amazonas, le Pará, le Rondônia, le Roraima, le Tocantins ainsi qu'une partie du Mato Grosso et du Maranhão.

Créé en 2004, réaffirmant l'ambition du « **zéro déforestation illégale** » dans la région d'**ici 2030**, ce nouveau plan se donne plusieurs objectifs parmi lesquels : **(i) la mise sous « embargo environnemental » (suspension des activités) de 50% des zones déboisées dans les unités de conservation (UC) fédérales** -après identification de ces zones via le système PRODES de l'Institut National de la Recherche Spatiale (INPE)- ; **(ii) la création de 3 millions d'hectares supplémentaires d'UC d'ici 2027** (qui représentent, à date, 76,1 millions d'hectares, soit environ 9% du territoire brésilien) ; **(iii) la mise en place d'un système de traçabilité des produits agricoles, d'élevage et d'extraction des minerais**, par le biais de la création de labels (Marca Amazônia, Selo Amazônia, Selo Verde) de production durable ; et **(iv) l'obligation pour les grands projets d'infrastructures de réaliser des études de faisabilité technique, économique et environnementale** en amont de leur mise en œuvre. Pour atteindre ces objectifs, le plan s'articule autour de **4 axes principaux** : le développement d'**activités productives durables**, le **renforcement de la surveillance et du contrôle**, **l'aménagement du territoire** -en particulier autour de la question centrale du foncier- et le développement d'**instruments normatifs économiques** (Fonds Amazonie, Bolsa Verde, paiement pour services environnementaux, marché carbone, etc.). (Article [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du  
1<sup>er</sup> janvier au 23 juin

**2 416** km<sup>2</sup>  
en 2023

**- 34%**

Par rapport à 2022

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX,

Chef du Service Economique Régional de Brasília

Rédacteurs :

Mathieu RIVALLAIN, Clémence PIERRE,

François-Xavier FLAMAND, Irène MOREAU

Pour s'abonner :

[mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr)

[clemence.pierre@dgtresor.gouv.fr](mailto:clemence.pierre@dgtresor.gouv.fr)

Crédits photo :

©marchello74